L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 19 DECEMBRE 1874. 48me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI MATIN, 19 DECEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par S. Guinault, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, un terrain au faubourg Trémé avec bâtisses, ainsi que plusieurs autres lots de terre de valeur. Aussi, au coin des rue a Trémé et Bienvil e, le fonds d'un magasin de groceries.

Par Vincent & Co., rue Dauphine—bottes, souliers et bradequins.

Par O. Valeton, au No 89 rue des Magasins—verres. Aussi, sur la Levée, au pied de la rue Hôpital—six, limons, macaroni et vermicelli.

Par A. Gérard, 13 & 14 rue Bourbon—articles de fantaisie.

SUCCESSION Vve J. L. RABASSA.—M. S. Guinault vendra aujourd'hui à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, une jolie propriétée situé dans la rue Dumaine (No 323) entre Roman et Prieur, appartenant à la succession de feue dame J. L. Rabassa. La vente était faite pour opérer un partage ainsi bien positivement et sans réserve aucune.

Grande vente de meubles.—MM. Nash & Holgson procéderont mardi, 22 décembre, à la vente de tout le grand stock de meubles de M. Jos. S. Hubbard, No 122, coin Hospitals et Feriol, &c. La vente sera faite sans réserve, M. Hubbard étant décidé à se retirer des affaires.

☞ Achetez vos bonbons et vos fruits cristallisés chez A. LEMANNE, rue des Chartres, 207, entre Dumaine et Ste-Anne.

SPECTACLES.

Samedi, 19 dec. 1874.

OPERA.—A midi et le soir, La Fille de Mme Angot, le soir Jérusalem.

VARIETES.—A midi et le soir, Hot as Cricket on the hearth.

ACADEMIE.—A midi et le soir, Le grand drame burlesque Hamlet.

ST-CHARLES.—Little Nell

ÉDITION HEBDOMADAIRE DE L'*ABEILLE*.

Nous publions régulièrement le samedi matin, une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières, — littéraires, politiques et autres, — qui ont paru, pendant la semaine, dans l'*Abeille* quotidienne. Cette édition, complète sous tous les rapports, est fort utile aux personnes qui ne peuvent acheter le journal tous les jours. Nous la vendons dans nos bureaux à raison de 10 cts. le numéro

Les lois de réforme.

La prochaine Législature aura beaucoup à faire si, répondant au vœu unanime des citoyens, elle se consacre entièrement à l'œuvre de la réforme. Mais son travail consistera plutôt à démolir qu'à édifier. Sous ce point de vue, elle n'aura qu'à accumuler des décombres et plus elle donnera de coups de marteau, plus elle abattra, plus elle fera, plus de bien elle fera et plus de gré on lui saura. La vérité, est que nous ne connaissons rien de la Législature radicale qui ait droit à être respecté et conservé. Cette Législature, inspirée par le génie du mal et de la destruction, n'offre pas un seul article de loi qui demande grâce, et pour lui rendre une justice entière il faudrait non-seulement la lister des codes républicains de toutes les époques, de manière à ne pas en laisser trace, mais il faudrait encore punir tous les prétendus mandataires du peuple qui y ont coopéré. Une pareille coopération fut certainement un crime, et un "des plus grands, car il affectait non pas quelques intérêts isolés, mais bien les intérêts de tout un Etat et jusqu'à son existence.

Une des plus malheureuses victimes de cette législation sauvage, impie, a été la ville de la Nouvelle-Orléans dont la fortune est détruite presque dans son germe. La propriété y a été traitée en barbare et nous nous étonnons qu'il y ait encore ici de cette race de rentiers qu'on appelait autrefois des propriétaires. On leur a pris pendant cinq ans tout leur revenu et ils ont pu pendant cinq ans fournir plus de six millions annuels à l'administration publique qui leur en a demandé jusqu'à sept en y comprenant les exactions de l'Etat. Y eut-il jamais dans le monde une classe de rentiers plus misérables? Ils ont eu à subir en effet plus qu'une banqueroute. Les capitalistes dans une banqueroute perdent une partie de leur avoir, mais ils gardent le reste; ils peuvent disposer de ce reste comme ils l'entendent, car il n'est sujet à aucune redevance annuelle, et ce qu'il rapporte est bien et dûment acquis sans charge et sans déduction.

Le propriétaire ici s'est trouvé dans une position bien autrement accablée. Il a été forcé pour conserver son titre de donner chaque année un revenu que souvent il n'avait pas, ce qui alors entraînait pour lui l'expropriation et la ruine; et quand il pouvait répondre actuellement à ce qu'on exigeait de lui, il restait sans revenus avec une perspective pareille pour l'année suivante. Ceux qui recevaient son argent ne lui disaient pas merci! mais au revoir, ce qui signifiait: à une autre fois et pour davantage peut-être.

Le propriétaire ici, a donc payé à lui tout seul, pendant cinq ans, pour tous les fonctionnaires, les sinécuristes, les prévaricateurs, les concessionnaires, les agioteurs et tous les voleurs municipaux; et contre les dilapidations officielles de même que contre les locataires de mauvaise foi, on l'a privé de tout moyen de défense, on l'a même privé de ses armes ordinaires, en lui imposant des conditions de circonstance qui rendaient la poursuite impossible, tant du côté du fisc que du côté de ceux qui occupaient ses maisons et dépendances.

L'exploitation du propriétaire a été complète. Non seulement on lui a pris tout son revenu, mais encore on l'a forcé à le collecter gratuitement pour remplir les coffres des autres. Comme c'est lui qui a le plus souffert sous ce régime d'infâmes radicales, où l'on dirait que tous les principes du juste et du droit on fait défaut à la conscience publique, c'est donc lui qui doit éprouver les premiers effets de la législation de bienfaisance que tout le monde attend de la prochaine Assemblée.

En premier lieu, il faudra demander pour lui une justice contre l'arbitraire des estimateurs municipaux dont les erreurs d'intention ou d'ignorance ont causé la ruine de tant de familles. Un bill à ce sujet avait été voté à la dernière session. Par ce bill, le propriétaire avait le droit de produire des témoins contre un assesseur erroné, et le juge devait avoir pour ces témoignages tel égard que de raison. Ce bill, excellent protecteur des fortunes foncières, avait été présenté pour combattre la tendance malheureuse du juge Hawkins qui avait décidé qu'un assesseur faisait loi et que la cour n'avait aucune pouvoir de juridiction contre les assesseurs. Ce jugement est de la force de celui où le même juge soutient qu'il n'a aucun pouvoir de mandamus contre le Bureau des retours d'élection qui ne veut pas forcer un supervisor à lui fournir les retours dont il a besoin, quand il n'est intéressé que pour cela.

Ce bill contre les assesseurs frauduleux ou erronés a été escamoté. Il faut le ressusciter, le passer et le faire promulguer sans délai, car nous le regardons comme la première sauvegarde des propriétaires dans les temps de trouble où nous sommes. Si ce droit de recours aux tribunaux eut existé, ou plutôt si sous le régime radical on eut trouvé un juge impartial, puisque ces sortes de juges devaient être portées devant lui, qui eut voulu remplir son devoir indépendamment de tout esprit d'intérêt ou de parti, la plupart des infâmes législatives qui ont rendu le gouvernement de Warmoth si odieusement célèbre, nous eussent été épargnées, parce qu'elle fussent restées sans base financière. Une loi pour la protection des propriétaires contre les assesseurs est donc devenue d'une nécessité absolue. Elle devra contenir une pénalité contre les mauvais estimateurs, et si on ne peut leur prendre un argent qu'ils n'ont pas, il faut au moins qu'ils soient déclarés incapables d'occuper une place de confiance ou d'honneur et que, sans délai, ils soient destitués. Il faudra encore que les frais de poursuite, quand il y aura matière à rectification, soient supportés par l'administrateur des assessements ou en tout cas, par la ville. C'est l'unique moyen que nous connaissions de rétablir quelques semblants de convenance et de justice dans la collection des revenus municipaux.

La seconde mesure législative à voter est le rappel de la loi sur les *Homesteads*. Nous ne voyons en cela, quant à nous, qu'une législation de mauvaise foi on de duplicité, inventée plutôt pour tromper les honnêtes gens que pour protéger les familles. Loin de les protéger, elle les ruine, car c'est à cause de cette réserve des Homesteads qu'un père de famille "ne trouve plus rien à emprunter quand même il est prêt à renoncer personnellement à la sollicitude de la loi pour lui ou les siens.

Qu'est-ce en effet que le Homestead? c'est une loi par laquelle, ici en ville, une réserve de $1000 est faite tacitement en faveur d'une famille. Ainsi, vous prêtez de l'argent à un propriétaire, qui a plusieurs immeubles, tous valant plus que la somme prêtée, et vous vous croyez en sureté. Mais il arrive que ce propriétaire, obéré de dettes et de taxes, emprunte aussi sur ses autres immeubles; on bien il arrive qu'il se détermine à les vendre sans que vous le sachiez; il peut arriver aussi qu'il meure avant l'échéance de votre billet, et que la famille réclame le droit de Homestead. Alors, que devient votre créance? Elle est perdue, à moins qu'elle ne soit de beaucoup inférieure à la valeur du bien hypothéqué. Mais, en ces jours de dépression extraordinaire, qui peut savoir ce qu'un immeuble estimé tant aujourd'hui, vaudra dans un an, dans six mois même? Il ne vaudra peut-être plus rien.

La jurisprudence paraît assez bien établie à l'égard de celui qui emprunte sur hypothèque. Les tribunaux admettent ou semblent admettre qu'il renonce pour lui au droit de Homestead, encore cela n'a-t-il pas été jugé formellement, nous assure-t-on. Mais, s'il meurt, le droit est maintenu par ses héritiers et le préteur n'a contre eux aucun recours. C'est là certainement une jurisprudence fautive, car une famille ne peut hériter de son chef que de ce qu'il laisse et non de ce qu'il ne laisse pas. Or, si en donnant hypothèque sur son bien, il a renoncé volontairement quoique tacitement au droit de Homestead, il ne peut le transmettre à ses héritiers puisqu'il ne l'a plus.

Cet argument est d'une logique rigoureuse et nous ignorons ce qu'on pourrait lui opposer victorieusement. Selon nous, le Homestead ne peut être invoqué que contre des créanciers chirographaires qui, dans un cours mutuel d'affaires, se trouvent alternativement créanciers, débiteurs, prêteurs et emprunteurs. Ils courent sciemment une chance de perte et n'ont pas lieu de s'en plaindre, le cas échéant. C'est ainsi que l'affaire du Homestead doit être comprise. Mais, quoi qu'il en soit, il faut abolir cette réserve qui enlève aux propriétaires la facilité des emprunts et qui, de leur part, peut prêter à maints calculs de fraude ouvers de très honnêtes créanciers.

En troisième lieu, il faut rappeler la loi qui exempte de saisie tout locataire qui a payé moins de $60 de meubles. Cette loi est d'une injustice monstrueuse. Si l'on veut que les propriétaires payent des taxes, il faut absolument qu'on leur en donne le moyen en leur laissant la faculté de poursuivre les locataires qui ne payent pas. Sur tous ces points, il faut revenir le plus promptement possible à l'ancienne législation.

La Question des Ecoles.

Nous avons dit le premier jour que l'incident qui vient de remettre sur le tapis la question du mélange des races dans les écoles publiques, était le résultat d'un complot, de la part de quelques meneurs radicaux, pour provoquer dans les rues de la Nouvelle-Orléans, un conflit qui les autorisât à réclamer l'intervention des troupes fédérales.

La chose était assez grave pour que les chefs du parti conservateur prissent l'affaire en main afin de déjouer les machinations perfides de politiciens sans scrupules. Les jeunes garçons blancs des écoles, laissés à leur impulsion plus consciencieuse que prudente, ont entrepris des expéditions qui ont occasionné quelques bagarres, heureusement sans importance.

Nous apprenons que des citoyens influents et dont le nom est respecté, ont pris, hier, l'initiative de conseiller aux jeunes gens des écoles de s'abstenir de toute nouvelle démonstration. Nous joignons nos recommandations aux leurs, convaincu que les jeunes gens comprendront qu'il ne faut pas donner aux meneurs radicaux la satisfaction de tomber dans un piége que ceux-ci ont tendu à dessein.

La question des écoles pourra être facilement résolue par la Législature. Or, l'important actuellement est de ne rien faire qui puisse compromettre nos chances d'avoir une Législature conservatrice.

Si le bureau des écoles persiste à vouloir mélanger les races dans les écoles publiques, il faut éviter de résister par la violence. La seule chose à faire dans cette hypothèse, pour le temps assez court qui doit s'écouler d'ici à la réunion de la législature, est de retirer les enfants blancs des écoles publiques.

Il en résultera une légère perte de temps et quelques inconvénients pour beaucoup de familles, mais c'est un sacrifice à faire pour ne pas compromettre, par de nouvelles complications, les fruits de la victoire électorale du 2 novembre que les radicaux cherchent à nous disputer par tous les moyens imaginables.

NOUVELLES MENSONGÈRES.

Les journaux de New-York du 14 et du 15 nous arrivent remplis de nouvelles mensongères sur ce qui se passe à la Nlle-Orléans. Il n'y a pas un mot de vrai dans les prétendus mouvements de compagnies de la Ligue Blanche, dans les recherches aux gares des chemins de fer ou à bord des bateaux. Tout cela est inventé à dessein.

Les résolutions adoptées par la Ligue Blanche en assemblée générale, font justice de ces faux bruits.

L'information donnée par le *Times* de cette ville, hier matin, de la sortie d'une ou deux compagnies de la Ligue Blanche en armes est tout à fait erronée. La Ligue Blanche ne s'est pas mêlée activement de cette affaire des écoles, et ses chefs ont, au contraire, déclaré qu'ils emploieraient leur influence pour empêcher toutes nouvelles manifestations pouvant donner lieu à des désordres.

ALMANACH POUR 1875.—Nous avons reçu de M. H. Damiens, de la maison T. Moreau, 127 et 129 rue Royale, un fort joli almanach historié pour 1875.

MM. Solari & fils, annoncent en vente, les articles suivants qu'ils viennent de recevoir: raisins Soltana, truffes, vermouth, macaroni, vermicelle, champignons secs, huile de Lucca, supérieure, qu'ils vendent par gallon ou par bouteille. — Voir l'annonce.

—Amusante histoire racontée dans le *Charivari*. La chose serait arrivée à M. Alphonse Karr.

Un solliciteur d'étrennes se présente:

—Qui êtes-vous? lui dit le visité.

C'est moi qui allume le reverbère placé devant votre porte, dans la rue.

—Ah! ... Eh bien, voici une pièce de vingt sous.

Un quart d'heure après un autre employé à l'éclairage public se présente.

—Mon ami, lui dit Alphonse Karr, j'ai déjà donné pour le reverbère.

—Oh! monsieur, dit l'homme, vous avez donné à celui qui l'allume.

—Et que faites-vous donc?

—Moi, je l'éteins.

LE PICAYUNE.—Depuis le 16 courant la mention qui figurait en tête des colonnes du *Picayune*, "published by the N. O. Picayune printing Co., A. M. Holbrook président," avait été retirée. Cette modification a donné lieu à la supposition que le *Picayune* avait changé de propriétaire et que M. Holbrook avait cessé d'en être le directeur. Le nom de M. Holbrook comme éditeur a reparu en tête des colonnes de notre confrère dans son édition d'hier soir, avec la mention suivante:

Le public peut être assuré qu'il n'y aura aucun changement dans le *Picayune* en ce qui regarde le ton, la conduite de la rédaction ou la direction administrative du journal.

A. M. HOLBROOK.

Nous sommes heureux d'avoir à reproduire cette assurance, car il eût été regrettable que la part conservateur perdit un de ses organes dans les circonstances présentes.

LA SOUSCRIPTION
AU PROFIT DES VICTIMES DU 14 SEPTEMBRE.

Le 16 septembre dernier, nous avons ouvert dans nos colonnes une souscription au profit des victimes de la lutte du 14 septembre. On trouvera, ci-dessous, le rapport des opérations du comité nommé par les souscripteurs à la réunion qui a eu lieu dans nos bureaux le 17 septembre. Ce comité s'est mis à l'œuvre immédiatement et a distribué les premiers secours aux blessés que ses membres ont continué à visiter et à secourir chaque semaine.

Dans la répartition des secours, il a pris en considération les besoins des blessés ou des familles secourues et il a tenu compte de l'assistance déjà accordée à certaines familles soit par des souscriptions particulières soit par l'admirable et patriotique organisation des dames de la Nouvelle-Orléans connue sous le nom de "Crescent City Relief Association." Le comité ayant distribué tous les fonds qu'il avait reçus, a terminé ses opérations et a approuvé comme on le verra les comptes de M. E. Merith, son trésorier.

Souscription au profit des familles des victimes et des blessés qui sont tombés en combattant pour la cause du peuple de la Louisiane le 14 Septembre dernier.

A une réunion du comité qui a eu lieu vendredi le 11 décembre 1874, étaient présents:

Messieurs J. Meunier président, E. Mérith, E. Carrière, F. Limet, E. Monteuse, B. Saloy, Colonel John Glynn, Jr.

Le président expose que le but de la réunion est de distribuer la balance en caisse et de clore les opérations du comité. M. E. Mérith, trésorier, donne lecture de l'état de situation de la caisse ce jour, comme ci-après:

Souscriptions recueillies	$1972 30
Secours distribués à divers	1550 00
Balance en caisse	$ 472 30

Sur motion de M. F. Limet le président est autorisé à délivrer des mandats sur le trésorier pour le reliquat ci-dessus, pour être distribués aux blessés les plus nécessiteux, ce qui est approuvé à l'unanimité.

M. E. Mérith propose de voter des remercients à MM. Dufour & Limet, propriétaires du journal l'"*Abeille*", pour le désintéressement qu'ils ont témoigné au comité, en insérant gratuitement sur ce journal toutes les listes, rapports, etc., et en prenant l'initiative de la souscription —Adopté à l'unanimité.

Nouvelle-Orléans, le 15 décembre 1874.

J MEUNIER,
Président.

E. CARRIÈRE,
Secrétaire.

Rapport du Trésorier.

Sommes reçues de:

Listes de l'*Abeille* de la N.O	$1493 80
M. A. Brugier	7 00
M. E. Monteuse	95 00
MM. A. Richereau & Co	10 00
M. B. Saloy	10 00
MM. A. Carrière & Co	353 00
M. J. Meunier	17 50
Reçu de MM. Dufour et Bellows de St Jean-Baptiste	16 00
Total des recettes	$1972 30

Débours.

Secours à Henry Peel	$100 00
Augus'e Guérin	100 00
L. Fazende	25 00
J. McCabe	75 00
F. Pallet	75 00
Minor Kenner	350 00
F. Freetaylor	75 00
C. Swanson	225 00
J. Sauer	100 00
Famille Mohrman	50 00
Veuve West	50 00
Veuve C. Brulard	50 00
P. Bertus	197 30
J. Crowin	75 00
J. Bronsan, Jr	100 00
Andrew Close	225 00
Veuve Lesmuine	50 00
Veuve J. Considine	50 00
W. C. H. Robinson	50 00
Total	$1972 30

RÉCAPITULATION:

Recettes	$1972 30
Dépenses	1972 30
Sommes égales.	

Certifié véritable,
Nouvelle-Orléans le 15 décembre 1874.
E. MERITH,
Trésorier.

Nous soussignés, membres du comité de secours aux blessés, certifions que l'état ci-dessus fourni par M. E. Mérith, trésorier, est correct d'après les livres que nous avons vérifiés et les reçus qui nous ont été exhibés à l'appui des sommes versées par lui, sur les mandats tirés par le président du comité.

Nouvelle-Orléans le 15 décembre 1874.

FÉLIX LIMET,
B. SALOY,
E. MONTEUSE,
JOHN GLYNN, JR.,
E. CARRIÈRE,
J. MEUNIER, président.

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur l'annonce de M. A. Du Quesnay, professeur de musique bien connu de nos meilleures familles créoles.

Monsieur Du Quesnay a fa t, à Paris, des études musicales complètes, sous la direction de plusieurs des célébrités artistiques de l'époque actuelle; entr'autres, pour le piano, nous citerons Aikan, Marmontel; pour la composition, l'harmoniste Maleden, qui a compté parmi ses élèves les compositeurs Camille Saint-Saëns Pascal, Marcailhou, madame Tardieu de Malleville, etc., etc.

Pour le chant, M. Du Quesnay enseigne d'après la méthode de madame Damoreau.

Rappelez-vous que vous pouvez assister
Au tirage du lot de $20,000
Dans la Loterie d'Etat de la Louisiane
Rappelez-vous que vous pouvez assister
Au tirage du lot de $20,000
Dans la Loterie d'Etat de la Louisiane,
Il ne reste que quelques jours
Pour acheter le gros lot.
Il ne reste que quelques jours
Pour acheter le gros lot.

LES FEMMES MODERNES.—C'est un triste commentaire sur notre civilisation si vantée que les femmes de notre temps ont déjà perdu la santé, en force, jusqu'à ce qu'elles soient devenues une race maladive, pâle, nerveuse, faible, maladive, avec peu d'exception ici ou là dans les personnes robustes qui rappellent le sexe d'un temps déjà loin de nous. Après une grande expérience, remontant à des années, et embrassant le traitement de millier de cas particuliers aux femmes, le Dr Pierce, du Dispensaire du Monde, Buffalo, N. Y., a combiné, par le mélange de certaines extraits de végétaux un spécifique naturel, qu'il a gardé par-devers lui pendant plusieurs années, et qu'il donne aujourd'hui, sous le nom de "Favorite Prescription" du Dr Pierce. Voici l'explication du mode par lequel ce merveilleux remède guérit femme par magie et avec une certitude à laquelle aucun remède n'a jamais obtenue.

Affaiblissement des reins, débilité nerveuse et générale, chûte et autres déplacements des organes internes, résultant de la débilité et du manque de force dans les soutiens naturels, la fièvre interne, la congestion, l'inflammation de l'aléération et beaucoup d'autres maux chroniques particuliers aux femmes, lasitudes de mention-les ces énumérés, "l'Ordonnance Favorite" effectue la guérison. La merveille du système, en quelque état qu'il se trouve, éviter cette épreuve la plus terrible de toutes, une consultation du médecin de la famille. "L'Ordonnance Favorite" se vend chez tous les droguistes.

OPÉRA.

Les Matinées ont reçu l'impulsion, et la foule se portera sans doute à l'Opéra, avant midi, pour assister à la *Fille de Mme Angot*.

Ce soir la troisième représentation de *Jérusalem*. Quoique le public qui assistait aux deux premières ne fût pas aussi nombreux que permettait de l'espérer une pièce préparée avec tant de soin, l'œuvre de Verdi a été accueillie avec un enthousiasme remarquable. C'est peut-être l'opéra dans lequel les artistes ont été le plus applaudis depuis leur début. Nous nous en occuperons d'une façon toute particulière demain, et nous tâcherons de faire ressortir l'intérêt que présente cet opéra sous le triple rapport de son propre mérite, de la mise en scène et de l'interprétation que lui donnent les artistes.

A. M.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—"Dot" continue à attirer la foule aux Variétés, ce qui ne nous surprend nullement, car cette pièce, tirée de la charmante nouvelle de Dickens, est pleine d'un touchant intérêt. M. Owens, dans le rôle de Caleb Plummer, se montre excellent comédien; sentant vivement, il fait partager au public l'émotion à laquelle il s'abandonne tout entier. Miss Ada Gilmore est bien la "Dot" du roman: douce, gracieuse, dévouée. Nous devons aussi des compliments à Miss Don qui, dans le rôle de Bertha, la pauvre aveugle, est vraiment irréprochable.—"Dot" sera donnée aujourd'hui en matinée, et sera jouée de nouveau ce soir.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—La parodie de Hamlet est décidément populaire, à en juger par la foule qui se porte tous les soirs à l'Académie pour battre des mains aux pantalonnades de M. Flake. Il y a plus de bonfonnerie que de véritable esprit dans une parodie, mais la bouffonnerie provoque le rire et le rire est salutaire. La vogue de Hamlet est donc justifiée, et le succès de la pièce se maintiendra jusqu'à la dernière représentation.

THÉATRE ST-CHARLES.—Little Nell a dû rester deux jours absente de la scène du St-Charles par suite d'une assez grave indisposition. Elle y a reparu hier soir dans le rôle de Fidelia et a reçu du public un accueil enthousiaste. Elle a chanté, dansé et joué du banjo, comme de coutume, et comme de coutume aussi elle a été chaleureusement applaudie. "Fidelia" fera aujourd'hui les frais de la matinée, et sera ainsi représentée le soir.

Le gros lot est de $20,000,
Le gros lot est de $20,000,
Le gros lot est de $20,000,
Il n'y a que 10,000 billets,
Il n'y a que 10,000 billets,
Il n'y a que 10,000 billets,
Les billets ne sont que de $10,
Les billets ne sont que de $10,
Les billets ne sont que de $10,
Le gros lot est de $20,000.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

LE BUREAU DE RETOURS.

Séance de vendredi, 18 décembre.

Le Bureau de Retours s'est réuni hier à onze heures et demie et est entré immédiatement en séance exécutive.

Le comité conservateur prépare un tableau des retours compilés par le Bureau, tableau qui sera probablement prêt à être publié dans un jour ou deux.

Voici le résultat des votes dans les paroisses de l'intérieur non contestée—ce qui regarde les membres de la Chambre basse de la Législature.

	Dém.	Rép.
Carroll	2	
Assumption	2	
Avoyelles	2	
Bienville	1	
Bossier	2	2
Claiborne	2	
Caddo	3	
Grant	1	
Jackson	1	
Lafourche	1	
Lincoln	2	
Iberie	1	
Rapides	3	
Rivière Rouge	2	
Terrebonne	1	1
St-Martin	2	
St Tammany	1	
Ste Hélène	1	
Vermillion	1	
Vernon	1	
Webster	1	
Washington	1	
Total	29	5

Ce qui ferait avec les autres paroisses dont nous avons annoncé les retours, soixante-dix représentants conservateurs dans la Chambre basse de la Législature contre trente-huit démocrates, en admettant que les membres démocrates de la paroisse DeSoto et Sabine ne fussent pas admis.

Nous apprenons que le Bureau des retours a décidé, hier, les questions soulevées à propos des retours de la paroisse Carroll. Il a été prouvé par les déclarations de la plupart des commissaires d'élection aux polls de la paroisse que les certificats donnés par eux avaient été en falsifiés ou remplacés par d'autres entièrement faux. Les chiffres avaient été ainsi complétement changés de façon à faire élire comme sénateur le nommé Benham au préjudice de Gla, républicain de couleur indépendant qui avait eu la majorité. Ces falsifications auraient aussi été faites en faveur de Dubuclet et pour Morey.

Le Bureau des retours s'est déclaré, paraît-il, en faveur de Gla, et malgré tous les efforts des radicaux et des républicains et appuyées d'affidavits à cru pouvoir établir les résultats de l'élection dans cette paroisse.

Nous apprenons que M. Arroyo présentera aujourd'hui au Bureau une protestation contre l'admission des votes de cette paroisse en se basant sur les affidavits des commissaires d'élection attestant que les documents remis au Bureau comme les certificats officiels sont faux et portent de fausses signatures. Dans cette protestation M. Arroyo met en regard les chiffres portés dans les documents faux comme obtenus par les radicaux et ceux qu'ils ont réellement obtenus d'après les déclarations des commissaires d'élection. Il soutient que les documents soumis au Bureau étant entièrement faux, les résultats doivent être écartés et qu'il est impossible au Bureau de passer une décision sur de pareils rapports sans violer le serment que chaque membre a prêté.

M. Arroyo a consulté MM. A. A. Dooley, avocat, sur son devoir et son droit en pareil cas, et le juge lui a répondu que le texte même du serment qu'il avait prêté ne lui permettait pas de donner la moindre créance à des rapports faux et qu'il devait considérer le cas de la paroisse Carroll comme s'il n'y avait pas le moindre rapport soumis au Bureau.

Les quatre collègues de M. Arroyo n'ont pas cru devoir endosser des grandes aussi palpables, et ils ont admis la cause du gain lieu de Benham, afin de pouvoir compter la paroisse qui donne une forte majorité à Hahnstedt sur Monsure et à Morey pour le Congrès.

La révolution dans les écoles.

Dans la nuit de jeudi il y a eu beaucoup d'excitation dans le voisinage du marché Keller, où le conflit entre les jeunes gurons blancs et les négres a pris naissance hier.

Un rapporteur du *Times* dit à tort dans les colonnes de ce journal qu'un détachement de police armée s'est rendu vers dix heures rue Locuste et a fait feu. Pas de feu a été tiré par des nègres rassemblés dans une église de couleur au coin des rues Prieur et Treptière, ce qu'il y a eu une décharge générale de la part de la police blanche, qui les a mis en déroute, sans pourtant blesser personne.

Cet article a soulevé, comme nos confrères d'outre Canal en commettent parfois quand ils veulent produire de l'effet sur les masses, est complétement faux en ce qui regarde la Ligue Blanche. Voici le fait:

Une douzaine de citoyens passaient tranquillement avant-hier, vers dix heures et demie, au coin des rues Frevet et Première, quand un coup de feu est parti d'une église de couleur.

Ces citoyens, supposant à bon droit qu'ils étaient attaqués par les nègres, à cause du fanbeux bulletin de la journée, ont riposté par quelques coups de pistolet, et partant peu après dans l'église, l'ont trouvée déserte et se sont retirés paisiblement.

L'affaire en est restée là.

L'*Item* se trompe encore quand il dit, sans mauvaise intention peut-être, dans la crainte, que des liqueurs blanes se sont vendues au marché Keller au sujet de certaines rumeurs, non fondées d'ailleurs, qui circulent noirs.

Nous tenons d'une source bien authentique que la Ligue Blanche n'a participé en aucune façon aux désordres de jeudi, et ses chefs démentent de la façon la plus énergique les calomnies que Kellogg n'a pas manqué d'envoyer sous forme de télégrammes à Washington.

Hier, les jeunes garçons de l'école supérieure centrale ont encore fait une sortie dans les rues, un détachement de cinquante à soixante d'entre eux se rendant à l'école supérieure des jeunes filles, située au coin des rues Royale et Hôpital et ayant remarqué que quelques jeunes filles de seconde année n'étaient pas encore parties, ont cru devoir les attendre pour leur faire escorte.

Quand les jeunes filles de seconde année eurent quitté l'école, une foule considérable de curieux s'était rassemblée autour, mais il n'y a pas eu de désordre.

Les filles de couleur en sont retirées tranquillement sans être molestées.

Les jeunes garçons se sont rendus ensuite à l'école St-Philippe où ils ont forcé trois jeunes nègres à se retirer; ils ont visité ensuite l'école Ste-Anne d'où ils ont chassé une trentaine de filles de couleur. A l'école sise rue des Remparts, entre St-Louis et Toulouse, ils ont fait partir trois filles de couleur.

Ils ont poussé leur excursion jusqu'à l'école Webster et ont visité ensuite par curiosité l'école Fillmore, l'école Beauregard et l'école McDonogh, où ils n'ont trouvé personne, les élèves ayant été renvoyés déjà.

En sortant de l'école Fillmore et en se dirigeant sur l'école Beauregard les jeunes garçons blancs ont rencontré une bande de jeunes nègres armés de bâtons qui ont pris la fuite en les voyant.

Leur promenade d'hier, heureusement, n'a donc pas eu de conséquences sérieuses.

Nous apprenons que les nègres ont adressé une pétition à Kellogg lui demandant protection contre les Lignours Blancs, et que celui-ci a donné ordre au chef de police Leslie de procéder des mesures pour empêcher toute bande de